BRUSSELS INTERNATIONAL
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

RAPPORT ANNUEL 2024 DE LA COOPÉRATION BRUXELLOISE AU DÉVELOPPEMENT

Chers lecteurs,
Chères lectrices,

L'année 2024 a été une année de défis et de résilience pour la coopération bruxelloise au développement. En raison des difficultés de formation gouvernementale à la suite des élections régionales de juin 2024, notre budget a été fortement impacté, limitant notre capacité à soutenir pleinement nos initiatives. Cependant, nous avons également connu des moments positifs, notamment la signature d'un accord de partenariat avec le Gouvernorat de Ramallah & Al-Bireh, ainsi que notre collaboration avec le Territoire palestinien occupé. Malgré les obstacles, 881.242 € ont été alloués à des actions de coopération au développement, bien que ce montant soit inférieur aux années précédentes.

Nos efforts se sont concentrés sur le renforcement des capacités des régions partenaires en matière de résilience urbaine, avec des projets dans le Territoire palestinien occupé, la Région de Rabat-Salé-Kénitra au Maroc, et la Ville-Province de Kinshasa en République démocratique du Congo. Nous avons également continué à promouvoir la citoyenneté mondiale et solidaire sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans un monde de plus en plus marqué par l'individualisme, la montée des extrémismes et des inégalités croissantes, il est crucial de maintenir et de renforcer notre politique de coopération au développement. La solidarité internationale et le soutien aux régions en développement sont essentiels pour construire des sociétés plus justes, inclusives et pacifiques. La coopération au développement n'est pas seulement un acte de générosité, mais une nécessité pour garantir un avenir stable et prospère pour tous. En travaillant ensemble, nous pouvons contrer les tendances négatives et promouvoir des valeurs de tolérance, de respect et de solidarité.

Je tiens à remercier tous nos partenaires pour leur engagement et leur collaboration continue. Ensemble, nous avons pu réaliser des projets qui contribuent à un monde plus inclusif, pacifique et durable.

Poursuivons nos efforts pour un avenir meilleur.

Gerd VAN DEN EEDE

Secrétaire général adjoint

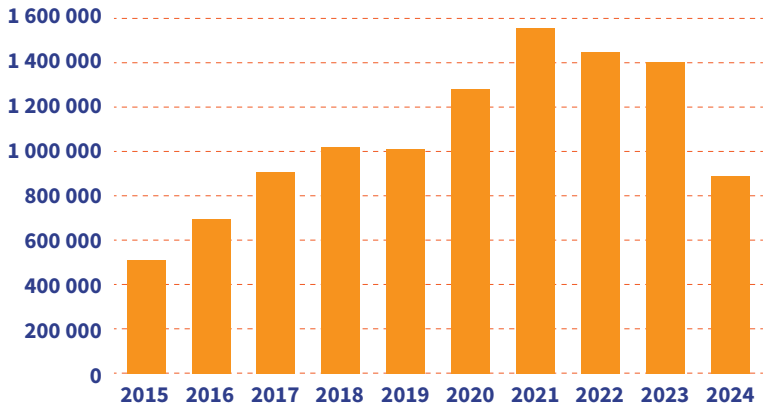
Projet Viva Salud - AP Sud

Budget fortement diminué en période d'« affaires courantes »

La Région de Bruxelles-Capitale (RBC) est un donateur modeste qui a malheureusement souffert, en 2024, d'une diminution significative de son budget alloué à la coopération au développement. Cette situation s'explique par les difficultés rencontrées pour la formation du gouvernement après les élections régionales de juin 2024, ainsi qu'au fait que la majorité du budget de la coopération au développement de Bruxelles provient de subventions « facultatives », qui ne peuvent être attribuées en période de gestion des « affaires courantes ». Ainsi, seulement 881.242 € ont été alloués à des actions de coopération au développement en 2024, nettement moins que les 1.385.783 € de l'an dernier et que les 1.437.344 € de 2022.

Ces 881.242 € ont été imputés au programme 006 de la mission 29 (actions de coopération au développement) du budget géré par Brussels International.

Évolution annuelle du budget engagé par la coopération bruxelloise au développement, en euro (arrondi au millier)



3

Renforcement des capacités des régions partenaires en matière de résilience urbaine

Les pouvoirs décentralisés – villes, régions, provinces, localités, etc. – ont un rôle essentiel à jouer dans le monde en matière de migration/accueil, préservation de la biodiversité, résilience climatique, accès au logement et aux soins, solidarité et autres multiples aspects favorisant une paix durable et des relations équitables entre tous.tes. C'est à cette fin que la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) concentre ses efforts sur trois régions partenaires principales : le Territoire palestinien occupé (Tpo) hors bande de Gaza, la Région de Rabat-Salé-Kénitra (RRSK) au Maroc et la Ville-Province de Kinshasa en République démocratique du Congo.

Le Tpo est partenaire de la RBC depuis fin 2022. L'accord de partenariat entre le Gouvernorat de Ramallah & Al-Bireh et la RBC a pu être signé digitalement le 30 avril 2024, après que celle-ci ait été repoussée en raison de la guerre entre Israël et le Hamas.

Voici les projets qui ont été initiés et financés en 2024 au sein des trois régions partenaires.

L'appel à projets Sud

En 2024, l'appel à projets Sud, coorganisé par Brussels International et hub.brussels, a de nouveau été axé sur le développement économique durable et inclusif.

Pour cette édition, le Gouvernement bruxellois a décidé de réserver une enveloppe supplémentaire pour les projets mis en œuvre dans le Territoire palestinien occupé (à l'exception de la Bande de Gaza en raison de la situation sur place).

Cinq projets ont été sélectionnés pour le Tpo, et cinq pour les deux autres régions partenaires de la coopération bruxelloise au développement. Au total, ces dix projets bénéficient d'un financement de la RBC à hauteur de 625.346 €.

Liste des projets financés dans le cadre de l'appel à projets Sud 2024

Nom de l'association	Dénomination du projet	Région	Montant de la subvention
Entraide et Fraternité	Accès libre à la terre pour le développement des collines	Territoire palestinien occupé	124.986 €
Solsoc	Développement d'Initiatives d'économie sociale et solidaire	Territoire palestinien occupé	125.000 €
Viva Salud	Autonomisation par l'agroécologie	Territoire palestinien occupé	125.000 €
Présence et Action culturelles	Arts du cirque au service du développement socio-économique	Territoire palestinien occupé	24.960 €
Association pour la Diversité Culturelle en Belgique	Ceramics for Peace	Territoire palestinien occupé	25.000 €
Handicap International	UniVers l'Inclusion	Région de Rabat-Salé-Kénitra	125.000 €
Adventist Development and Relief Agency -Belgium	Amélioration des conditions de vie des rizicultrices en RDC	Ville-Province de Kinshasa	25.000 €
Forum Lisanga	Women's Green Impact WO-GREEN	Ville-Province de Kinshasa	25.000 €
Social Ecology Education Fund	Coopérative de charbon vert	Ville-Province de Kinshasa	10.400 €
Twende	Objectif Zéro Plastique	Ville-Province de Kinshasa	15.000 €
TOTAL AP SUD			**625.346 €**

Focus sur le projet « Karamati » (*dignité* en arabe) d'Echos Communication

Dans le cadre de l'appel à projets Sud 2022, le projet « KARAMATI », mené par Echos Communication, a été financé à hauteur de 125.000 € et s'est déroulé du 1er décembre 2022 au 31 janvier 2025. Il visait à renforcer les politiques publiques d'inclusion socio-économique des femmes aide-ménagères et des jeunes jardiniers dans la Région de Rabat-Salé-Kénitra, en mettant en œuvre la loi 19-12 sur les conditions de travail des travailleurs domestiques au Maroc qui oblige la déclaration des employés de maison marocains ou étrangers à la sécurité sociale.

Pour les femmes aide-ménagères, le projet a permis de :

- Renforcer la connaissance de leurs droits et obligations ;
- Former 30 femmes leaders ;
- Promouvoir l'auto-emploi ;
- Augmenter le nombre de contrats de travail, bien que les résultats varient selon les préfectures.

Au total, 136 femmes ont été concernées par ce volet.

Le projet a également facilité l'inscription des bénéficiaires à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et a conduit à la création d'un syndicat dédié au travail domestique, une première au Maroc.

Pour les jeunes jardiniers, le projet a formé et accompagné plus de 70 apprentis (en majorité des hommes) à l'entrepreneuriat et à la création de projets, aboutissant à la création de 4 coopératives de services et à l'obtention du statut d'auto-entrepreneur pour 7 jeunes.

Le projet a également mené des actions de sensibilisation auprès du grand public et des parties prenantes via des médias et des événements.

Echos Communication retire deux leçons principales de la mise en œuvre de ce projet :

- l'importance de la mobilisation d'acteurs divers pour influencer les politiques publiques et l'appropriation de la loi 19-12 par les travailleurs domestiques eux-mêmes pour garantir des conditions de travail décentes ;
- la création du syndicat « Travail domestique » est vue comme une avancée stratégique pour la défense des droits des aide-ménagères, car la reconnaissance juridique ne suffit pas à elle seule pour garantir des conditions de travail décentes.

En résumé, le projet KARAMATI a contribué à améliorer les conditions de travail et à promouvoir l'inclusion socio-économique des femmes et des jeunes dans la région ciblée, tout en soulignant l'importance de l'appropriation des droits par les bénéficiaires eux-mêmes.

Subventions octroyées hors appel à projets :

En 2024, une seule subvention hors appel à projets a été attribuée pour soutenir la résilience de communautés urbaines.

Un montant de 6.200,00 € a été octroyé au Gemeenschapscentrum (GC) Pianofabriek, pour le projet « Femimain : heropbouw na de aardbeving » (*Femimain : reconstruction après le tremblement de terre*) qui se déroule au sud de Marrakech. Ce financement a permis la location d'un nouveau local à Amizmiz, l'achat de machines à coudre et d'un stock de matières premières (détruits dans le tremblement de terre), ainsi qu'un accompagnement professionnel afin de relancer l'activité économique de la coopérative de femmes Al-Mahara, spécialisée dans la confection d'artisanat. Aujourd'hui, les femmes de la coopérative ont reconstitué un catalogue de produits faits mains qu'elles commercialisent dans les régions environnantes du Maroc (auprès d'hôtels, restaurants, etc.), avec un certain succès. Une app commerciale est également en cours de développement pour étendre le marché.

Liste des projets financés en-dehors de l'appel à projets Sud 2024 et contribuant à une meilleure résilience des partenaires du Sud

Nom de l'opérateur	Dénomination du projet	Région	Montant de la subvention
GC Pianofabriek	Femimain: heropbouw na de aardbeving	Maroc	6.200 €
TOTAL HORS AP			6.200 €

Projet de digitalisation à Kinshasa : un projet pilote qui touche à sa fin avec succès

Le projet pilote de digitalisation du registre de population de la commune kinoise de Kintambo s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre la Ville-Province de Kinshasa et la Région de Bruxelles-Capitale. Piloté par la Ville-Province de Kinshasa et financé par la Région de Bruxelles-Capitale à hauteur de 200.000 €, ce projet a également bénéficié de la contribution de la Ville-Province de Kinshasa en termes de personnel, matériel et infrastructures. Il s'est déroulé de janvier 2023 à février 2025.

Ce projet répond à la fois au « Plan National du Numérique » et aux attentes conjointes de la Ville-Province de Kinshasa et des partenaires communaux, désireux de faire progresser la digitalisation des services d'état civil et de population. Il s'inscrit également en synergie avec le programme fédéral de coopération internationale communale (CIC), actif en RDC depuis une quinzaine d'années. La commune de Kintambo, jumelée avec Uccle dans le cadre du programme CIC, a été choisie comme commune pilote.

L'objectif général du projet est de créer un registre digital sécurisé et dynamique de la population de Kintambo, interconnecté avec la Province. Les objectifs spécifiques incluent le développement d'une méthodologie de recensement, l'étude et le choix de solutions logicielles adaptées, la formation des agents recenseurs, la sensibilisation des autorités et de la population, le recensement digital de la population ciblée, ainsi que la rédaction d'un plan d'extension du projet aux autres communes de Kinshasa.

Les différents objectifs ont été atteints grâce à l'implication de l'autorité communale de Kintambo, à la bonne coordination du projet, à une forte sensibilisation de la population à la nécessité du recensement, et à la motivation des agents recenseurs. Cependant, quelques problèmes ont été identifiés lors de la mise en œuvre du projet, tels que la mauvaise maîtrise de l'outil informatique par certains agents recenseurs, la lenteur de la connexion internet, ou encore le refus de certains chefs de ménages de se faire recenser (2%). Au total, 9.361 ménages ont été recensés, soit 52.907 habitants congolais et étrangers. L'exercice a également permis l'enregistrement de plus de 2.500 enfants non déclarés auprès de l'autorité communale.

L'objectif à terme est d'étendre ce projet aux 24 communes de Kinshasa afin de constituer un registre provincial numérique, permettant à la province et aux communes d'accéder à des statistiques de qualité comme outil d'aide à la décision.

Les résultats de ce projet, ainsi qu'un plan d'extension aux autres communes de Kinshasa, ont été présentés en septembre 2024 par la Ville de Kinshasa lors d'une table ronde, suscitant l'intérêt des bailleurs de fonds.

Nous espérons que ces résultats inspireront de nouveaux financements pour étendre ce projet à l'ensemble des communes de Kinshasa.

Promotion de la citoyenneté mondiale et solidaire sur le territoire de la RBC

La coopération bruxelloise au développement accorde une grande importance à la promotion de la citoyenneté mondiale et solidaire. Il est en effet nécessaire que l'ensemble des citoyens et citoyennes assument un rôle actif tant au niveau local que global, pour construire des sociétés plus pacifiques, tolérantes, inclusives et sûres.

L'appel à projets Citoyenneté mondiale et solidaire :

L'appel à projets Citoyenneté mondiale et solidaire, également appelé appel à projets Nord, vise à sensibiliser les jeunes bruxellois aux réalités et aux enjeux « Nord-Sud ». Cette année, la thématique de l'appel était le dialogue interculturel, abordant de nombreux sujets d'actualité comme le conflit israélo-palestinien, la décolonisation, la migration… L'appel à projets 2024 a permis de soutenir 11 projets.

Liste des projets financés dans le cadre de l'appel à projets Nord 2024

Nom de l'association	Dénomination du projet	Région	Montant de la subvention
Croix-Rouge de Belgique - Communauté francophone	Osons l'humanitaire : découvrir l'action humanitaire et agir en faveur de la dignité humaine	Région de Bruxelles- Capitale	12.300 €
ULB Coopération	Cooperation Games	Région de Bruxelles- Capitale	18.963 €
Oxfam Solidarité -Solidariteit	Oxfam interculturele innleefateliers	Région de Bruxelles- Capitale	10.837 €
RCN Justice et Démocratie	Reflect, Resist, Act: Jeunesse engagée et consciente, voor een intercultureel Brussel !	Région de Bruxelles- Capitale	24.526 €
Edukado	Ghana 2025	Région de Bruxelles- Capitale	12.315 €
ULB Engagée	Migration, au-delà des préjugés	Région de Bruxelles- Capitale	23.950 €
VIA Don Bosco	Interculturalité : mon / ton / notre histoire	Région de Bruxelles- Capitale	25.000 €
Coopération Éducation Culture	Dialogue interculturel : écologie décoloniale	Région de Bruxelles- Capitale	20.030 €
Mouvement d'Actions à Travers Monde	Les Voix Climatiques : Jeunesse Bruxelloise pour une justice migratoire	Région de Bruxelles- Capitale	23.779 €
Géopolis	D'ici à ailleurs - Série de 12 capsules radio réalisées avec des élèves bruxellois sur de grands défis planétaires	Région de Bruxelles- Capitale	12.000 €
11.11.11, Koepel van Internationale Solidariteit	Les jeunes et l'accès au droit à la nature dans les espaces publics	Région de Bruxelles- Capitale	16.300 €
TOTAL AP NORD			**200.000 €**

Focus sur le projet « De Bruxelles à Kigali : cheminement vers un engagement citoyen » de RCN Justice & Démocratie

Exposition organisée par les jeunes suite à leur voyage au Rwanda

Rencontre entre les jeunes bruxellois.e.s et les jeunes rwandais.es

Dans le cadre de l'appel à projets Nord 2023, RCN Justice & Démocratie a été sélectionné pour son projet « De Bruxelles à Kigali : cheminement vers un engagement citoyen ».

Ce projet a impliqué 13 élèves du Collège des Etoiles de Haren ainsi que 2 professeurs, offrant un parcours formatif à la citoyenneté mondiale et solidaire, incluant une rencontre interculturelle au Rwanda.

Le voyage a été précédé par une série d'activités préparatoires (ateliers, visite d'une exposition, weekend de préparation, etc.) et suivi d'un travail post-retour (article dans La Libre[1], exposition, etc.).

Le séjour de 10 jours au Rwanda en mars 2024 a inclus plusieurs activités :

- Visite des projets de l'association AMI et échange avec des rescapés et d'anciens détenus du génocide ;
- Rencontre d'élèves de secondaire ;
- Visites de lieux de mémoire (génocide) ;
- Rencontre avec le Ministère de l'Unité Nationale et de l'Engagement Civique ;
- Participation à des activités culturelles.

Ce projet a permis aux participants d'approfondir leurs savoirs concernant les interdépendances Nord-Sud, les mécanismes et pratiques discriminatoires et excluantes, l'interculturalité, etc. Il a également eu un impact sur leurs attitudes et savoir-être, plus particulièrement en termes d'ouverture à l'autre, d'engagement, d'adaptation et de comportements professionnels. Enfin, les participants ont pu développer des compétences de savoir-faire, telles que la rédaction d'articles et l'organisation d'une exposition.

Le porteur du projet retire deux leçons principales de la réalisation de celui-ci :

1. l'importance de mieux clarifier les attentes auprès de la direction et des enseignant·es accompagnant·es afin d'assurer un déroulement plus fluide du projet ;
2. la nécessité d'une préparation plus approfondie sur les différences culturelles entre les jeunes des deux pays, afin d'éviter des situations inconfortables lors des rencontres interculturelles.

En somme, ce projet a non seulement enrichi les connaissances et compétences des participants, mais a également renforcé leur engagement citoyen et leur ouverture à l'interculturalité.

[1] *Voir La Team Inyenyeri raconte son expérience rwandaise - La Libre*

Subventions octroyées hors appel à projets :

La plateforme bruxelloise de solidarité internationale soliris.brussels :

Lancée en 2020, la plateforme soliris.brussels a pour mission de soutenir et visibiliser les acteurs.trices bruxellois.es de la solidarité internationale et, en premier lieu, les fonctionnaires communaux en charge de la solidarité ou de l'éducation au développement ainsi que les associations diasporiques présentes en RBC.

Au fil des années, l'offre de soliris.brussels s'est consolidée et étoffée pour proposer aujourd'hui à ses membres une diversité d'outils : des formations de groupe, un appui individuel, des évènements de sensibilisation grand-public, des évènements orientés sur la réflexion et le plaidoyer, le partage de connaissances et de bonnes pratiques, un site internet en partie auto-alimenté par les membres, des informations sur les financements potentiels, une newsletter trimestrielle, etc. Ces services sont accessibles aux associations et aux services communaux bruxellois, membres de la plateforme, actifs ou souhaitent s'engager en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) et/ou en coopération internationale.

La plateforme est cogérée par le CNCD-11.11.11 et Echos Communication. Le projet est soutenu financièrement par la RBC à travers l'octroi de subventions à ces deux associations. Les deux coordinatrices – des volets associatif et communal – de soliris ont poursuivi en 2024 leur travail de cartographie des diasporas, de rapprochement et rencontres inter- et intra-volets, de développement de l'offre d'outils et d'information/ communication auprès de leur public.

Deux « journées soliris » ont été organisées : la première le 18 septembre 2024 sur la place de la Bourse, destinée au grand public ; la deuxième le 21 novembre 2024, au sein du Parlement de la RBC, destinée aux associations de la solidarité et de la coopération internationales – les décideurs.euses politiques avaient été conviés, mais n'y ont finalement pas pris part.

La campagne « Faire de Bruxelles-Capitale une Région du commerce équitable » :

La campagne « Faire de Bruxelles-Capitale une Région du commerce équitable », lancée en 2021, vise à promouvoir l'achat et la consommation de produits équitables par les institutions publiques bruxelloises (communes, Parlement, cabinets du Gouvernement, administrations régionales). Elle encourage également ces institutions à devenir des ambassadrices du commerce équitable, en ouvrant la discussion, en organisant des évènements, et/ou en communiquant publiquement leurs actions à ce sujet.

Deux ans après le lancement de la campagne, un bilan avait été réalisé en 2023 par EcoRes sur base des données de sensibilisation, de communication et de consommation de produits équitables (alimentaires et non alimentaires) de 25 organismes publics de la RBC. Le bilan démontrait une meilleure connaissance et la nécessité d'accorder plus d'importance à des systèmes de production équitable, ainsi qu'une augmentation de la consommation de produits alimentaires équitables par les organismes publics ayant participé aux enquêtes de 2021 et 2023.

En 2024, en raison de divers facteurs (manque de ressources humaines, gouvernement en affaires courantes) peu d'actions ont été menées. On peut toutefois noter l'organisation d'un « Meet-your-Buyer » en mai à l'Hôtel de Ville de Bruxelles. Cet évènement s'est tenu grâce à l'appui du Trade for Development Center (TDC) d'Enabel, de la cellule Marchés publics durables et innovants (MPDI) de Bruxelles Environnement, de la cellule Solidarité internationale de la Ville de Bruxelles et à la participation de nombreux.euses représentant.e.s d'organisations de commerce équitable belges.

La promotion de modèles économiques durables et éthiques en Région bruxelloise (employé.e.s, fonctionnaires, entrepreneurs.euses, etc.) contribue à la promotion d'une citoyenneté mondiale et solidaire.

Liste des projets financés en-dehors de l'appel à projets Nord 2024 et contribuant à une citoyenneté mondiale et solidaire en RBC

Nom de l'association	Dénomination du projet	Région	Montant de la subvention
CNCD-11.11.11	Coordination du volet associatif de la plateforme soliris.brussels	Région de Bruxelles- Capitale	15.000 €
Echos Communication	Coordination du volet communes de la plateforme soliris.brussels	Région de Bruxelles- Capitale	11.500 €
TOTAL HORS AP			26.500 €

Participation au réseau paneuropéen Platforma

Platforma est une coalition paneuropéenne regroupant des gouvernements locaux et régionaux ainsi que leurs associations actives dans la coopération au développement. Elle vise à renforcer la contribution des gouvernements locaux et régionaux européens dans les politiques de coopération au développement, aussi bien au sein de l'Union européenne que dans d'autres structures internationales.

En 2024, Brussels International a renforcé son implication dans ce réseau, en participant à deux clusters thématiques. Le premier axé sur l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, vise à échanger les bonnes pratiques entre les différents participants. Le deuxième, intitulé « Dialogues géographiques », a pour objectif d'établir un dialogue entre les partenaires de Platforma et les différentes délégations de l'UE.

Aide humanitaire

En 2024, aucune aide humanitaire n'a été allouée.

Un Comité régional pour favoriser la cohérence des politiques en faveur du développement durable

Conformément à l'ordonnance-cadre, le Comité régional bruxellois de coopération au développement assure la complémentarité des initiatives politiques prises par les services du Gouvernement et par les organismes administratifs autonomes au sein d'autres domaines de compétences avec les efforts consentis en faveur de la coopération au développement.

En 2024, le comité s'est réuni à une seule reprise. En effet, l'organisation de la deuxième réunion était conditionnée à l'installation du prochain gouvernement en Région Bruxelles-Capitale.

Le tableau suivant présente les institutions et organismes bruxellois qui se sont impliqués au sein du Comité en 2024, ainsi que des exemples d'actions réalisées par les membres de ce Comité.

actiris.brussels
au coeur de l'emploi | de weg naar werk

- Dans le cadre de l'accord de coopération signé avec Enabel, Actiris a reçu deux délégations marocaines pour se familiariser avec l'animation de l'écosystème partenarial du service public de l'emploi et les services aux employeurs.
- Actiris a également contribué à l'organisation d'une conférence pour Enabel et l'European Training Foundation (ETF) sur l'évaluation des mesures d'aides à l'emploi.
- Dans le cadre des relations avec l'APEFE, nous avons organisé une visite d'études pour les partenaires marocains de l'ANAPEC sur les spécificités de l'accompagnement à distance des chercheurs d'emploi.
- Actiris a été sollicité par la Commission Européenne, programme TAIEX, pour l'organisation d'une mission sur place suivie d'une visite d'études pour une délégation de hauts-fonctionnaires algériens. Actiris a organisé un roadshow réunissant des partenaires publics et privés pour échanger sur le panel de solutions de sorties positives vers l'emploi, dont l'autocréation d'entreprise : hub.brussels, Bruxelles Formation, le Forem, Crédal asbl, Refresh, Federgon, Manpower Group, Alimento.
- Actiris a également réalisé une mission d'assistance technique au Maroc à la demande d'Expertise France sur l'Elaboration d'un Modèle Marocain Evolutif de Convergence des Politiques Publiques de l'Emploi; le modèle belge présente une expérience intéressante dans le contexte de la régionalisation au Maroc.
- L'accord de partenariat avec Socieux+ pour le partage d'expertise entre l'UE et les pays tiers a été renouvelé pour la période 2024-2028.

VIVAQUA

- Dans le cadre du Fonds de solidarité internationale dans le secteur de l'eau, cinq projets ont été financés pour l'année 2024, pour un total de 408.917,50 € :

  1. Accès à l'eau portable, assainissement par installations sanitaires et sensibilisation / formation à l'hygiène dans le village et l'école de Kerisa en Ethiopie (57.912 €) ;

  2. Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base et d'hygiène pour la population rurale de la région du Vakinankaratra à Madagascar (95.855 €) ;

  3. Accès à l'eau potable pour Bassara et ses 3 villages voisins : Lenguere, Tinketa et Leysere en Guinée (100.000 €) ;

  4. Appui à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le Guidimakha en Mauritanie (59.970 €) ;

  5. Action pour une gestion durable et souple des réseaux d'eau potable dans la commune d'Adéane au Sénégal (95.180,50 €).

bruxelles environnement leefmilieu brussel .brussels

- La Région de Bruxelles-Capitale a conclu une convention de partenariat avec Enabel visant à apporter un financement climatique pour des activités additionnelles dans le cadre des interventions mises en œuvre dans les pays partenaires de la coopération bilatérale belge. La convention est conclue pour 5 ans (2022-2026) et le montant du financement alloué par la Région s'élève à 4.173.401,08 € (dont 1.060.219 € en 2024). Ce montant permet le financement de 3 projets mis en œuvre entre 2023 et 2026 :

  – **Rwanda - urbanisation résiliente** : développement urbain durable et résilient grâce aux solutions basées sur la nature pour augmenter la résilience face aux impacts du changement climatique et améliorer la gestion des ressources en eaux et des inondations dans les villes secondaires ;

  – **Mozambique - infrastructure climato-résiliente** : renforcer le cluster d'unités de dessalement existante ;

  – **Palestine - urbanisation efficiente :** développer des espaces publics résilients aux changements climatiques nécessaires à la conception de villes durables et inclusives et à l'amélioration des conditions de vie de leurs résidents.

BRUXELLES SYNERGIE
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

BRUXELLES POUVOIRS LOCAUX
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

perspective.brussels

safe.brussels

urban.brussels

Participation au Comité régional.

BRUSSELS INTERNATIONAL
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

Gestion du secrétariat du Comité régional (récolte et diffusion des informations et des bonnes pratiques, préparation des réunions, animations des rencontres, rédaction des PV, etc.).

Mise en œuvre de la politique de coopération bruxelloise au développement présentée dans ce rapport.

hub.brussels
our business is to help yours

Participation à l'appel à projets « Sud » commun avec Brussels International, en apportant une expertise technique pour la sélection des projets.

Contribution carbone des voyages de service : soutien à un projet durable en RDC

En 2024, comme les années précédentes, une grande attention a été portée à la contribution carbone pour les tonnes de CO2 générées lors des voyages de service des collaborateurs.trices du Service public régional de Bruxelles (SPRB). La personne responsable 'Voyages' au sein de Brussels International calcule les tonnes de CO2 générées et donc la contribution carbone collective équivalente via l'outil Greentripper mis en place par CO2logic*.

Sur toute l'année, 126,7 tonnes de CO2 ont été générées par les 224 déplacements, représentant une contribution de 2.912,52 €. A titre de comparaison, en 2023, la contribution était de 4.444 € pour 186 tonnes de CO2 produites par 310 déplacements de service au sein du SPRB.

La somme de 2.912,52 € versée à Greentripper en 2024 a été attribuée au projet « Mai Ndombe REDD+ » en République démocratique du Congo (RDC), pays partenaire de la RBC en matière de coopération au développement. Ce projet vise à protéger plus de 240.000 hectares de forêt au sein du Bassin du Congo, l'habitat de nombreux bonobos et éléphants de forêt. Il comprend une composante de préservation de la biodiversité (protection contre l'exploitation forestière, contre l'agriculture sur brûlis et contre l'abattage non durable) ainsi qu'une composante d'amélioration des conditions de vie des communautés villageoises environnantes (accès aux soins de santé primaire, éducation, nutrition via la diversification alimentaire et de travail rémunéré). L'objectif de cette approche globale est que les populations locales adhèrent et participent activement à la pérennité du projet, sans souffrir des changements induits par celui-ci.

*CO2Logic est une organisation belge pionnière en matière d'accompagnement des entreprises dans leur démarche de réduction de leur empreinte carbone et de développement de projets qualitatifs et certifiés à impact positif pour le climat. L'outil de calcul de Greentripper, société sœur, permet de calculer l'empreinte carbone des voyages effectués, de comparer l'impact de divers moyens de transport et de soutenir financièrement des projets pour le climat. Les contributions carbone calculées par Greentripper sont auditées par Forum Ethibel. Les projets sélectionnés et proposés par la société sont alignés sur l'Objectif de Développement durable (ODD) 7 (i.e. énergie propre et abordable), l'ODD 8 (i.e. travail décent et croissance économique) et l'ODD 13 (i.e. mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

Nos recommandations pour 2025

Afin de renforcer et d'améliorer nos actions en matière de coopération au développement, nous avons formulé plusieurs recommandations pour l'année 2025. Ces recommandations sont structurées autour de différents axes stratégiques pour assurer une approche cohérente et efficace.

Au niveau des fondements de la coopération bruxelloise au développement :

- Continuer à centrer la coopération bruxelloise au développement sur la résilience urbaine ;
- Relancer le travail précédemment entamé autour de la méthode de calcul des 0,7% du RNB pour l'Aide publique au développement (APD) en RBC ;
- Lancer le travail de mise à jour de l'Ordonnance-cadre ;
- Dès la formation du nouveau Gouvernement bruxellois, informer le.la membre en charge de la coopération au développement – et ses collaborateurs.trices – des fondements et des outils en vigueur.

Au niveau des accords de partenariat et des projets bilatéraux directs :

- Maintenir les relations de confiance et le dialogue avec les services administratifs des trois régions partenaires officielles de la coopération bruxelloise au développement et continuer à soutenir les projets bilatéraux en cours en leur sein ;
- Évaluer l'opportunité d'initier de nouveaux projets bilatéraux venant renforcer la résilience de ces trois mêmes régions partenaires ;
- Assurer une veille d'actualité sur ces mêmes régions et leur environnement géo-politico-économique proche.

En termes de citoyenneté mondiale et solidaire :

• Relancer la campagne « Faire de Bruxelles-Capitale une Région du commerce équitable », sa plateforme de pilotage et la planification d'actions en vue d'atteindre les critères encore non-atteints ;

• Initier une recherche pour un financement plus pérenne du projet soliris.brussels ;

• Favoriser les liens et les interactions entre les membres de soliris.brussels et d'autres associations/institutions belges et européennes travaillant sur des thématiques similaires ;

• Relancer les engagements politiques en faveur de la mutualisation d'outils et d'échanges de connaissances entre communes bruxelloises et RBC en matière de solidarité internationale.

En termes d'appui multilatéral, de réseaux européens et d'aide humanitaire :

• S'impliquer davantage dans le réseau européen Platforma, en mettant en œuvre un projet concret, co-porté par des acteurs bruxellois de la solidarité internationale ;

• Veiller à ce que les contributions budgétaires d'ordre humanitaire des membres du Gouvernement de la RBC soient apportées en sus du budget annuel prévu pour la coopération bruxelloise au développement (et non sur ce budget) ;

• Allouer les budgets disponibles pour la coopération au développement à l'aide gouvernementale (coopération bilatérale directe) et non-gouvernementale (via la société civile).

Au niveau du Comité régional bruxellois de la Coopération au Développement (CRBCAD) :

• Inviter les organismes administratifs autonomes bruxellois (OAA) à prendre activement part au CRBCAD aux côtés des autres représentants belges de la coopération internationale.

Du point de vue du rapportage et de la GAR :

• Continuer le suivi des recommandations identifiées lors de l'évaluation externe de 2017-2022 en les insérant dans le mémorandum de Brussels International en vue de la rédaction de la note d'orientation Relations internationales 2024-2029 ;

• Diffuser le présent rapport d'activités auprès des acteurs de la coopération internationale et sur le nouveau site internet de Brussels International, ainsi que via les réseaux sociaux.

En guise de conclusion

L'année 2024 a été complexe et fortement marquée par la période électorale et post-électorale créant deux phases distinctes.

Durant les premiers mois de l'année, de nombreuses actions de coopération au développement ont pu être réalisées, notamment : le lancement de l'AP Sud avec une enveloppe significative pour les projets au sein du Tpo, le lancement de l'AP CMS, une mission politique en RRSK, la signature de l'accord de partenariat avec Ramallah & Al-Bireh, un « meet-your-buyer » de produits issus du commerce équitable, l'intensification des activités organisées par soliris.brussels. Cette période relativement dense contraste fortement avec la période post-électorale marquée par une incertitude sans précédent en RBC. La principale conséquence de cette deuxième partie de 2024 a été l'impossibilité d'utiliser le solde du budget 2024 encore disponible pour la coopération bruxelloise au développement, empêchant ainsi le soutien à certaines associations partenaires.

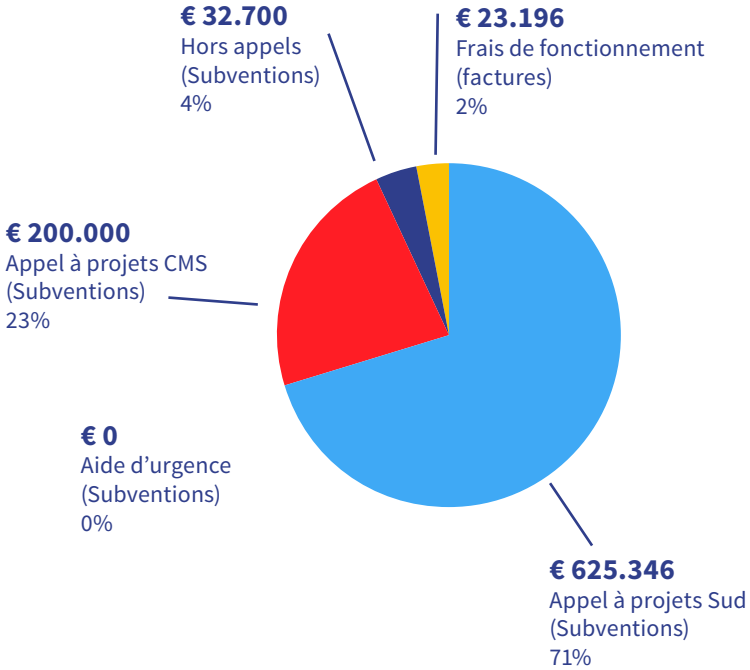
La population et les organisations de la société civile palestiniennes ont été durement touchées par les tensions persistantes et violentes sur l'ensemble du Territoire palestinien occupé. Les conséquences sont particulièrement catastrophiques pour la bande de Gaza, mais d'autres régions du Tpo, à Jérusalem-est et en Cisjordanie, n'ont pas été épargnées. Ceci se reflète dans l'affectation du budget de la coopération bruxelloise au développement, dont 48% ont été alloués au soutien de projets mis en œuvre en Tpo.

Les deux autres partenaires de la Coopération bruxelloise, la RRSK et Kinshasa, ont reçu respectivement 14% et 9% du budget annuel.

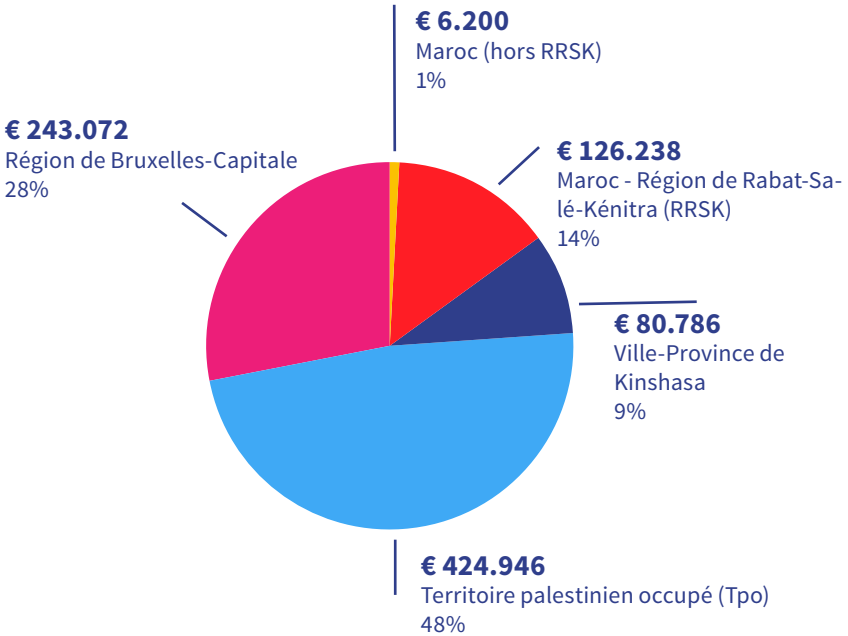
Sans surprise, ce sont les appels à projets lancés en début d'année qui ont absorbé la quasi-totalité du budget de 2024 (94% au total).

En guise de conclusion

Budget alloué par type d'appui financier



Montant alloué par zone géographique



Pour 2025,

nous souhaitons que le nouveau Gouvernement pourra s'accorder sur une déclaration de politique régionale qui accorde une juste place à la coopération bruxelloise au développement, en la dotant des moyens financiers et humains nécessaires.

Nous espérons pouvoir mettre en œuvre les recommandations mentionnées précédemment, en continuité avec les années de travail précédentes et en cohérence avec notre Ordonnance-cadre ainsi qu'avec les résultats de la dernière évaluation externe de la coopération au développement en RBC.

Avec nos partenaires palestiniens, congolais, marocains, bruxellois, belges et européens, avec les organisations de la société civile et les administrations bruxelloises, nous aspirons à contribuer un monde plus inclusif, pacifique et durable.